

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 453 du 30.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Durban : Si tu critiques le sionisme, tu es antisémite.

1-2 Allain Jules : Ceux qui ont manifesté leur hostilité très guidée contre Ahmadinejad. Une hypocrisie sans nom.

2-2 Michel Bühler: La revanche du monde juif.

1-3 Khalid Amayreh : Durban II : Le nazisme israélien est une réalité éclatante.

1-4 Daniel Vanhove : Cette vérité qui dérange tant la diplomatie européenne.

1-5 Gilbert Leonard : Genève/Durban II: Réponse des participants aux occidentaux qui ont voulu kidnapper et détourner la Conférence Internationale contre le Racisme.

1-6 Evaresist : Vers l'émancipation des peuples ?

2 Annexe

2-1 Silvia Cattori : Du G20 à Durban II, le dessous des cartes.

2-2 Michel Bühler: La revanche du monde juif.

Tiré a part

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Durban : Si tu critiques le sionisme, tu es antisémite.

La gesticulation mondiale montée par les dirigeants israéliens pour empêcher l'exposition de leur politique criminelle, à l'occasion de la conférence sur le racisme (dite « Durban II ») a fait long feu.

Pour Israël, l'enjeu de cette conférence des Nations-Unies n'est évidemment pas le racisme, un racisme que ce pays a inscrit au cœur même de ses institutions et de sa pratique, depuis sa création il y a soixante ans.

Avec le fasciste Avigdor Lieberman à la tête de sa diplomatie depuis un mois, le gouvernement israélien peut, encore moins qu'avant, donner le change en la matière, même avec la complicité des grandes puissances occidentales et de leurs médias.

Dans les jours précédant la conférence, les pressions d'Israël et des pays occidentaux étaient pourtant parvenues à un résultat a priori satisfaisant pour ces derniers : la disparition, dans les documents officiels, de toute référence au sionisme, à Israël, à la Palestine et au Proche-Orient, premiers territoires au monde à être débarrassés du fléau du racisme, fallait-il en conclure.

Les mêmes obtenaient la suppression, dans les documents officiels, d'un paragraphe condamnant la diffamation des religions.

Sur le papier, c'était donc carton plein : si tu critiques le sionisme, tu es antisémite, mais tu peux critiquer l'islam, c'est caché (« laïc, quoi ! »).

Pourtant, les dirigeants israéliens ne se déclarèrent pas satisfaits, et continuèrent de prôner le boycott.

Washington obtempéra aussitôt, mais pas les principaux pays de l'Union européenne (Royaume-Uni, France, Allemagne ...) qui décidèrent de participer quand même.

OK, répondirent les dirigeants israéliens, à condition de vous en prendre à l'Iran, et à son Président Mahmoud Ahmadinejad, lequel devait prendre la parole devant les délégués des 192 pays membres de l'ONU à Genève, lundi à l'ouverture de la conférence.

Sitôt dit, sitôt fait : à peine Ahmadinejad avait-il prononcé le nom de « Palestine » que les ambassadeurs européens se levèrent et quittèrent la salle bruyamment, sous l'oeil des caméras.

Les autres délégués, représentant l'immense majorité de la population de la planète, sont, pour leur part, restés en séance, écoutant Ahmadinejad jusqu'au bout.

L'ambassadeur de France, Jean-François Mattéi, devait quelques instants plus tard avouer avec candeur la raison, toute simple, de son esclandre : « **Evoquer la question d'Israël, la question du peuple juif est pour nous une ligne rouge** ».

De fait, le leader iranien, dont l'allocution a été sans vergogne tronquée et déformée par les journalistes occidentaux (pour ceux qui souhaitent prendre connaissance de la version officielle en langue anglaise de son discours prononcé en persan, voir : <http://www.presstv.ir/detail.aspx?id=92046>)

a tenu des propos qu'une analyse honnête serait bien en peine de qualifier d'antisémites, mais qu'importe.

Ces propos (quelques lignes, dans un discours plus généralement consacré à la dénonciation de l'impérialisme occidental), les voici :

« Après la Deuxième Guerre Mondiale, les grandes puissances ont eu recours à l'agression militaire pour priver de foyer une nation entière, en prenant pour prétexte la souffrance endurée par les Juifs, et elles ont envoyé des émigrants d'Europe, des Etats-Unis et d'autres parties du monde, dans le but d'établir un gouvernement fondamentalement raciste en Palestine occupée.

En fait, pour compenser les affreuses conséquences du racisme en Europe, elles ont favorisé l'avènement d'un régime raciste, cruel et répressif, en Palestine ».

« Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a aidé l'établissement de la puissance occupante, et il l'a soutenu depuis 60 ans, lui permettant de perpétrer toutes sortes de violences. Il est particulièrement déplorable qu'un certain nombre de gouvernements européens et les Etats-Unis s'engagent aux côtés des racistes génocidaires, au moment où les peuples conscients et épris de justice de la planète condamnent l'agression, la brutalité et le bombardement des civils à Gaza.

Les supporteurs d'Israël ont toujours approuvé, ne serait-ce que par leur silence, de tels crimes.

« Et quelle était donc la motivation qui a conduit à l'invasion de l'Irak, sinon l'arrogance de l'administration états-unienne de l'époque, et les pressions exercées par les possédants, qui cherchaient à étendre leur sphère d'influence au profit des grands marchands d'armes ?

Et le fait de s'attaquer à un pays de culture millénaire, était-ce pour éliminer une menace, virtuelle ou réelle, qu'auraient fait peser des pays musulmans sur le régime sioniste, ou bien une entreprise de pillage des ressources énergétiques du peuple irakien ? »

« Et puis, pourquoi près d'un million d'Irakiens ont-ils été tués ou blessés, et des millions d'autres déplacés ?

Pourquoi le peuple irakien a-t-il enduré des pertes gigantesques, se chiffrant en centaines de milliards de dollars ? Et pourquoi le contribuable américain a-t-il dû payer des milliards de dollars pour financer ces actions militaires ? L'attaque militaire contre l'Irak n'a-t-elle pas été planifiée par les sionistes et leurs alliés de l'époque au sein de l'administration U.S., en coordination avec les pays fabricants d'armes et les possesseurs de richesses ? Est-ce que l'invasion de l'Afghanistan a ramené la paix, la sécurité et le bien-être économique à ce pays ? », devait également déclarer Ahmadinejad, avant un développement sur la crise économique mondiale.

L'opération de Genève, montée par Israël et les Occidentaux, s'inscrit dans le cadre d'une attaque aérienne israélienne contre l'Iran, dont Netanyahu, Lieberman et leurs acolytes brandissent la menace quotidiennement désormais.

Kouchner, incapable d'expliquer mardi matin à la radio (Europe 1) pourquoi la France ne boycottait pas Durban II tout en le boycottant, a retrouvé instantanément ses marques de serviteur fidèle de la propagande guerrière

israélienne : « L'Iran fabrique la bombe et donc il faut faire tout pour qu'elle ne soit pas utilisée », a-t-il dit, proférant un énième mensonge.

Rappelons à ce propos que non seulement les dirigeants iraniens démentent catégoriquement toute ambition dans le nucléaire militaire, mais que les services secrets américains et français ont eux-mêmes indiqué que l'Iran avait arrêté tous ses travaux dans le domaine du nucléaire militaire depuis plus de cinq ans.

Publié le 21-04-2009

CAPJPO-EuroPalestine

1-2 Allain Jules : Ceux qui ont manifesté leur hostilité très guidée contre Ahmadinejad. Une hypocrisie sans nom.

La vérité blesse.

On vient d'apprendre que Mahmoud Ahmadinejad n'a pas dit ce qu'on lui reproche puisqu'il aurait mis en doute la véracité de l'holocauste.

Voici ce qu'il a dit : « sous le prétexte des souffrances des juifs et de la question de l'holocauste [...] ». Et les masques tombent.

Reprendre en réalité tout le discours du président iranien est-ce le soutenir ou simplement faire office de salubrité publique ?

Dire exactement ce qu'il a dit, loin de la propagandastaffel qui est en marche serait-il une façon de lui apporter un soutien ?

Que nenni.

Détester un homme est-ce renier tout ce qu'il peut dire de bien ?

C'est, il me semble, ce qui se passe actuellement.

Où est donc son appel à la destruction des juifs alors qu'une partie importante de cette communauté vit tranquillement en Iran ?

Pourquoi ne commencerait-il pas par éradiquer tous ceux-là ?

Pourquoi, malgré les appels du pied des différents gouvernements israéliens demandant aux juifs-iraniens d'immigrer ceux-ci refusent ?

Hélas, avant-hier, le leader iranien n'a pas que dit des conneries. Au contraire même.

Du grand art, celui d'avoir toujours raison bien décrit par [Schopenhauer](#).

Sachant donc que des juifs vivent sans ambages en Iran, faut-il en rire ou en pleurer, lorsqu'on découvre cette réaction du vice-premier-ministre israélien Sivan Shalom, réelle démonstration sémantique goebbelsienne -passez moi l'expression-, leçon d'acrobatie virtuelle, sublime pirouette cacahuète ?

Lisez plutôt : « Ce que l'Iran essaie de faire maintenant n'est pas du tout éloigné de ce que Hitler avait fait avec le peuple juif il y a 65 ans. L'Iran n'abandonnera jamais son ambition de faire revivre l'empire persan. Ils veulent contrôler tout le monde musulman, ils veulent contrôler les champs pétroliers et dominer la région pour y créer une nouvelle superpuissance ».

Comme si Mahmoud Ahmadinejad avait Le pouvoir en Iran.

Goebbels était finalement un occidental et le restera.

Suivez ce discours en intégralité. Le président iranien dit ce que personne ne veut entendre dire quand il sait qu'il est en faute. Avec un soin particulier, vous ne trouverez dans aucun moteur de recherche l'intégralité du speech du leader iranien.

Même en anglais. Cherchez l'erreur. Trop de vérités. Justesse du propos. Seul bien sûr, l'extrait sur Israël est repris, macéré, mâché, commenté abusivement pour tromper, incriminer, massacrer, mentir honteusement. Un discours en farsi de 35 minutes, résumé en une demi-phrase dite en 3 secondes. Trop pertinent. Non messieurs, ne vous cachez pas derrière des accusations malsaines, pour empêcher tout débat. Non messieurs, vous ne détenez pas la vérité en criant plus fort.

La même prose mensongère, la même dialectique mortifère qui ne trompe plus que ceux à la vision raciste et condescendante. Commençant à peine son discours en citant tous les prophètes sans exclusive dont Jésus-Christ, le président iranien est déjà interrompu par un hystérique, non une personne déguisée en clown mais bien sûr un vrai clown. Un folklore insipide. Ces salutations respectueuses et l'irrespect du manifestant vis-à-vis de la religion en dit long sur les intentions de ceux qui ont manifesté leur hostilité très guidée. Une hypocrisie sans nom, c'est une lapalissade. Le premier qui dit la vérité doit être exécuté parce que ce vocable n'appartient qu'aux Nations dites libres ?

Pourquoi ne condamne-t-on pas l'invasion américaine en Irak, se demande le président iranien qui met-là, la main sur ce qui fait mal.

Ainsi, l'administration américaine, sans mandat de l'ONU a réduit un pays presque à néant, tuant des millions d'innocents en toute impunité.

Et si l'Iran faisait pareil ?

Quelle leçon peut réellement donner un pays comme les Etats-Unis en matière de paix dans le monde ? Apparemment donc, cette diatribe concernant la plus grande démocratie du monde, défenseuse autoproclamée de la liberté au bout du canon surtout est passée inaperçue.....volontairement. Finalement, cet homme ment en étant du côté de la légalité internationale.

Le président Mahmoud Ahmadinejad poursuit en parlant de l'Afghanistan et de l'hypocrisie qui s'y joue réellement. Depuis des années, cette intervention serait menée pour « notre sécurité » menacée par...Al Qaïda, mon œil. C'est que par vous-même, vous vous fassiez votre avis, en écoutant ce discours. Certains n'hésitent pas depuis à faire un parallèle abscons avec juif, antisioniste, antisémitisme alors que cet homme ne parle que réellement de la justice et de la paix.

Etonnant, non ?

Allain Jules

22-04

http://cozop.com/allain_jules/ahmadinejad_et_la_propagandastaffel_goebbels_est_mort_vive_goebbels_le_discours_integral

1-3 Khalid Amayreh : Durban II : Le nazisme israélien est une réalité éclatante. Les juifs feraient bien d'en prendre conscience, au lieu de le nier

De la Californie à Sidney, en passant à Jérusalem sous occupation, les suprématistes sionistes sont très nerveux, ces jours-ci : ils assistent au rassemblement de milliards de personnes, qui, dans le monde entier, sont en train de se libérer, lentement mais définitivement, des chaînes de la propagande sioniste.

Plus de soixante années durant, les mensonges sionistes rebattus autour du crime contre l'humanité appelé Israël s'étaient en effet imposés dans une très large mesure.

Le noir était devenu blanc et le blanc avait été repeint en noir ; l'énorme bobard avait été transformé en une soi-disant « vérité » glorifiée par les multitudes.

Les victimes palestiniennes, totalement dépouillées et tourmentées à l'extrême, avaient été caricaturées en « terroristes et assassins, voire même (du temps qu'on y était) en antisémites s'efforçant de terminer le boulot entrepris par Hitler. »

Quant aux véritables nazis (dans cette histoire), j'ai nommé les juifs sionistes qui ont perpétré un des plus énormes crimes de l'histoire humaine, à savoir la destruction et la négation de la communauté palestinienne, ils étaient bien souvent présentés comme des pionniers progressistes censés avoir fait fleurir le désert, être une lumière pour les nations et l'unique démocratie au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, il semble que la magie sioniste soit éventée, et qu'elle soit devenue totalement impuissante.

Le monde découvre (enfin) qu'il a été embobiné, dupé et trompé durant toutes années. Il est temps de se réveiller, et de voir les réalités en face !

La conférence de Durban II, réunie à Genève aujourd'hui, vise à renforcer la paix, l'égalité et la justice dans le monde entier. Inutile de préciser que cela impose que les peuples et les gouvernements du monde entier doivent lutter et s'efforcer d'éradiquer l'oppression, le racisme et l'agression, pour ce faire.

C'est précisément ce qui rend furieux les leaders sionistes où qu'ils se trouvent, et cela se comprend fort bien.

Nous savons tous que lutter contre le racisme et l'oppression, cela implique de défier Israël, un pays fondé sur le nettoyage ethnique, le pillage, l'oppression et le mensonge.

De fait, le simple fait, pour tout le reste de l'humanité, de faire siens les principes les plus élémentaires de l'égalité et de la justice suffit à provoquer une collision inévitable entre Israël et lui.

En résumé : impossible d'être authentiquement humain, et même impossible d'être humain tout court, sans s'opposer au sionisme. C'est ce que beaucoup d'habitants de notre planète sont en train de découvrir. C'est aussi ce qu'Israël et ses séides redoutent comme la peste, car ils savent qu'un « sionisme à visage humain » est un oxymore irréductible pour l'éternité.

C'est pourquoi les chiens de garde du sionisme, depuis Commentary, The New Republic, The New York Post, The Jerusalem Post, jusqu'à Dershowitz, Elie Wiesel, Netanyahu, Lieberman, en passant par Peres et les nombreux parangons du mépris et du racisme paniquent, aujourd'hui.

Regardez leur visage : vous verrez à quel point ils sont inquiets et affolés.

C'est aussi ainsi que réagissent la plupart des criminels et des voleurs quand ils sentent que leurs crimes sont sur le point d'être découverts et qu'ils vont se faire attraper.

Mais comme tous les criminels et tous les voleurs, Israël et ses partisans souvent tribaux ne vont pas se contenter d'agiter un drapeau blanc et de se rendre à la vérité, aussi claire, aussi écrasante soit-elle.

Les sionistes prétendent souvent qu'ils bénéficient des Q.I. les plus élevés de tous les Terriens.

Et alors ?

Et alors ?

Ne dit-on pas que beaucoup de criminels sont extrêmement intelligents ; c'est bien ça le problème, d'ailleurs, car la police est très souvent incapable de les arrêter...

Mais est-ce bien là de l'intelligence ? Sont-ce bien là des esprits réellement agiles ?

De fait, si un(e) criminel(le) ou un(e) voleur/se avait été véritablement intelligent, il (ou elle) ne se serait pas abandonné(e) à un comportement délictueux, pour commencer. Une intelligence qui vous envoie à la potence ou sur la chaise électrique en fin de parcours est en réalité le summum de la stupidité.

Cette logique vaut indubitablement pour Israël, un État diabolique, qui a fait de beaucoup de juifs soit les instruments du mal, soit ses auxiliaires.

Prenons, par exemple, quelqu'un comme Elie Wiesel, un survivant de l'Holocauste, qui a rempli l'éther de toutes sortes de proclamations hypocrites et pontifiantes sur le caractère unique de la souffrance juive, comme si la souffrance de non-juifs avait été ou était moins authentique ?

C'est ce même homme qui nous bassine, depuis des décennies, assénant à qui veut l'entendre qu'Israël aurait le droit de commettre des crimes contre les Palestiniens et que le monde entier n'est pas légitime à critiquer le comportement qui n'a rien à envier aux nazis qui est celui d'Israël.

La « Nuit » de Wiesel a pris fin, et son peuple a pu se relever, mais ce peuple est hélas totalement mobilisé, fusse au prix de sa propre perte, dans l'utilisation, jusqu'à son dernier souffle, des derniers vestiges de la mémoire de l'Holocauste pour justifier, prolonger et perpétuer la « Nuit » palestinienne. Cela, à seule fin de satisfaire sa dépravation et les caprices nés de sa (soi-disant) supériorité ethnique et de son nombrilisme.

C'est le même Wiesel qui se précipite à Genève, aujourd'hui, pour défendre l'extermination, par Israël, d'enfants innocents et impuissants à Gaza, au simple motif que ces victimes abandonnées sont faibles et n'appartiennent pas à la « sainte tribu ».

Vous voyez donc de quelle manière le sionisme a métamorphosé et continue à métamorphoser les victimes de la bête nazie en menteurs sataniques, en brutes immorales et en assassins scélérats soutenant fanatiquement un État qui pense comme les nazis, se comporte comme les nazis et agit comme eux.

Mais cette dépravation semble ne pas connaître de limite. Telle est la nature d'une maladie démoniaque qui s'est emparée de tout un groupe humain qui pense que le monde doit l'autoriser à faire ce que personne d'autre n'a le droit de faire.

Ce sont des gens qui arguent du fait qu'ils seraient dans l'obligation de tuer les enfants des autres afin de s'assurer que les leurs ne se fassent pas tuer, ce sont des gens qui pensent qu'ils doivent tuer les mères des autres afin de s'assurer que leurs mères ne seront pas tuées. Des gens malades jusqu'à la moelle, qui pensent qu'ils sont contraints de perpétrer un holocauste afin d'empêcher la survenue d'un nouvel Holocauste.

Autrement dit, le monde doit leur permettre d'exterminer le peuple palestinien, le peuple libanais et probablement aussi le peuple iranien, histoire de leur donner un sentiment de sécurité...

Mais, dès lors que tout le monde critique leurs comportement meurtrier, consistant notamment à affamer la population de Gaza, à réduire en cendres des civils avec des bombes au phosphore ou à enfermer des millions de Palestiniens harcelés dans des camps de concentration, les sionistes se mettent à vociférer, de manière incontrôlable : Auschwitz ! Gestapo ! Kristallnacht ! Hamas ! Kamikazes !, ignorant totalement la laideur brutale de leur mentalité et la cruauté criminelle de leurs agissements.

C'est ce qui amène des animaux racistes tel un Avigdor Lieberman, qui allie la brutalité à la haine d'un Adolph Hitler, à fustiger la conférence de Durban, au motif qu'elle ne dénoncerait pas les violations des droits humains ailleurs qu'en Israël.

C'est comme une prostituée méprisable prêchant la moralité et la chasteté.

Mais l'hypocrisie pornographique n'est pas, et de loin, la spécialité de l'ancien malfrat moldave. Shimon Peres est-il en quoi que ce soit moins hypocrite, moins criminel ?

Ou Netanyahu ?

Ou encore Barak ?

Ou même Ovadia Yosef ?

Finalement, nous parlons ici de toute une génération de criminels pathologiques, dont la criminalité et les mensonges ne connaissent pas de limites.

Mon ami Gideon Levy [une des grandes plumes du quotidien israélien Ha'aretz, NdT], dont je respecte immensément le courage moral et la rectitude, a écrit qu'il n'est pas admissible de comparer le calvaire des Palestiniens avec l'Holocauste. Il n'en a pas moins reconnu qu'aujourd'hui Israël ressemble furieusement à l'Allemagne de 1933.

Doit-on en déduire que les Palestiniens devront attendre (les bras croisés) encore quelques années que Lieberman et sa cohorte de judéo-nazis mettent en actes leurs doctrines, de la même manière qu'Hitler, Eichmann et leurs cohortes aryennes nazies avaient mis en application les leurs quelques années plus tard ?

Le fait que la conférence de Durban II ait lieu (à Genève) est un signe positif. C'est en soi un pas dans la bonne direction, car la tenue de cette conférence, à l'encontre de la volonté du sionisme démoniaque, montre que le monde, ou tout au moins la plupart des peuples du monde, sont déterminés à regarder Israël droit dans les yeux et à lui dire : « Vous êtes des racistes, vous êtes des criminels, vous êtes monstrueux..., mais nous ne nous laisserons pas impressionner par la manière dont vous fomentez la haine ». C'est ce qui fait si peur aux sionistes ; c'est ce qui les désarçonne et leur fait perdre toute dignité.

Quant aux autres peuples, d'Europe et d'Amérique du Nord, dont les gouvernements continuent à languir sous la mainmise sioniste, un jour viendra où ils se réveilleront eux aussi et où ils se libéreront des chaînes des lobbies et des mensonges sionistes.

Ce jour n'est plus très lointain.

Khalid AMAYREH خالد العميرة

Traduit par Marcel Charbonnier, révisé par Fausto Giudice

Source : DURBAN II: Israeli Nazism is a clarion reality-Jews ought to deal with it, not deny it
Article original publié le 20/4/2009

Fausto Giudice est membre de Tlaxcala,

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7479&lg=fr>
<http://ism-france.org>

http://www.alterinfo.net/Durban-II-Le-nazisme-israelien-est-une-realite-eclatante-les-juifs-feraient-bien-d-en-prendre-conscience,-au-lieu-de-le_a31780.html

1-4 Daniel Vanhove : Cette vérité qui dérange tant la diplomatie européenne.

Face aux propos du président iranien Mahmoud Ahmadinejad (1) la diplomatie européenne, dans son éthique scrupuleusement choisie, a estimé presque à l'unisson devoir évacuer la conférence de l'ONU à Genève sur le racisme, dite Durban II... quand la majorité de la salle applaudissait aux propos du président iranien et demeurait en place.

Destructions dans Gaza : ici une des preuves parmi des milliers d'autres du comportement parfaitement criminel des troupes israéliennes d'occupation à l'encontre de la population palestinienne. ...

L'on eût apprécié une telle unité de mouvement et de véhémentes protestations lors de la dernière agression de l'armée israélienne à l'encontre de la Bande de Gaza, mais là, étrangement, les voix de ces ténors d'apparat furent des plus discrètes, et d'unité, il n'y en eût point...

Au lieu de nous livrer une analyse calme et objective des choses, ainsi qu'une mise à plat des problèmes que l'on nous dissimule la plupart du temps, la majorité de nos médias a opté pour une massive retransmission de ces gesticulations de saltimbanques et du brouhaha qu'elles suscitent.

A l'observation de ces faits, un constat s'impose : contrairement à ce que d'aucuns affirment, tant que nos pays dominants agiront de la sorte, ils perdront à chaque fois un peu plus de leur crédibilité.

Et il convient de le dire et le répéter : la justice n'est pas une matière que l'on négocie..

Accepter (presque) sans broncher que la situation dramatique perdure en Palestine, et dans le même temps, pousser des cris d'orfraie lors d'une prise de parole - appréciez la différence de situations - c'est vraiment tomber dans l'absurde, pour ne pas dire le ridicule !

Hélas, il faut bien constater que nos diplomaties en sont-là.

Idéologiquement incapables de revenir à plus de justice et d'équilibre dans le monde, elles s'entêtent à poursuivre par tous les moyens, leurs tentatives de domination planétaire sur les plus démunis. Sachant l'importance médiatique dans nos pays d'une mise en scène bien orchestrée, nos diplomates s'en sont donc allés, sans compter la grotesque petite déclaration de chacun à l'attention de son électorat national... Triste spectacle. Lamentable hypocrisie. Comme toujours ! Et d'aucuns, ici, de se précipiter dans la brèche pour en remettre une couche, et fondre bec et ongles sur le président iranien pour ses propos... Ce sont d'ailleurs bien souvent les mêmes caciques de l'ordre établi qui dans le même temps, défendent au nom de la liberté d'expression, les caricatures du prophète, mais dénoncent le danger qui menace nos sociétés éclairées, pour quelques panonceaux bricolés à la hâte dans une manifestation de rue, quelques jeunes filles voilées ou quelque liste électorale assimilée grossièrement à un relais du Hamas ou du Hezbollah à Bruxelles...

Les citoyens et les militants de mieux en mieux informés, sauront faire la part des choses.

Et se rappelleront aisément les dramatiques témoignages de début d'année, en provenance de Gaza. Ils n'auront aucune peine à se rappeler que les mêmes diplomaties se sont abstenues de condamner fermement l'armée et le gouvernement israélien pour ses crimes d'alors... qui ne font que s'ajouter à une liste commencée il y a plus de 60 ans ! Ces mêmes citoyens et militants savent aussi que les diplomates ne sont pas des gens ignorants. Et que si leurs réflexes ne changent pas, ce n'est pas par manque de connaissance des dossiers, mais par volonté délibérée de garder une suprématie sur l'ensemble de l'économie et de la finance mondiales.

La vérité, c'est que nos pays riches NE VEULENT PAS que leur ordre du monde change.

Nos gouvernements NE VEULENT PAS que les déséquilibres qu'ils ont créés et alimentés partout sur la planète se résolvent. Parce qu'ils ont appris depuis bien longtemps que pour régner, il fallait diviser. Ce à quoi ils s'emploient avec zèle et application.

L'ultime démonstration nous en a été faite lors du récent sommet du G20 : point de fondamentale remise en question d'un système dont pourtant les signes d'effondrement peuvent se lire partout ; juste les milliards nécessaires à relancer ce système dont ils se gavent bien, ainsi que quelques meilleurs outils pour en contrôler les inévitables futures dérives - qui seront, sans aucun doute, plus graves encore - afin que les puissants ne soient plus pris par surprise et puissent sauver leurs avoirs et les planquer dans quelques paradis fiscaux qui ne seront jamais démantelés, malgré le tintamarre qui les entoure...

Ainsi, à l'écoute attentive et complète des propos du président iranien, ceux-ci se révèlent bien moins exagérés qu'on ne nous les rapporte.

Et en outre, que sont-ils à côté de ceux du nouveau ministre d'extrême droite des Affaires étrangères israélien Avigdor Liberman ?

Voici pour tous ceux qui semblent atteint de manière précoce par la maladie d'Alzheimer, ce que celui qui a été plébiscité par une partie du peuple israélien au rang de ministre, préconise pour les Palestiniens en particulier, et les Arabes en général :

Le bombardement des banques ;

Le bombardement des stations d'essence ;

Le bombardement des centres commerciaux ;

La noyade des prisonniers politiques dans la Mer morte ;

La castration des individus de sexe mâle ;

L'exécution des parlementaires palestiniens de la Knesset (parlement israélien) ;

Le bombardement du barrage d'Assouan, en Egypte ;

La destruction de la Syrie, de ses raffineries, de ses infrastructures, de ses aéroports ;

Un traitement à la japonaise (entendez, l'utilisation du nucléaire), etc... dans une liste aussi longue que funeste...

Propos auxquels aucune de nos chancelleries, ni aucun de nos si vertueux diplomates n'ont jamais réagi. C'est dire les motivations qui les animent...

Par ailleurs, que pèsent les mots du président iranien, face à l'horreur du quotidien des gazaouis affamés et maintenus sous embargo dans un ghetto, depuis près de deux ans par l'état israélien, fruit de l'idéologie sioniste ?

Dès lors, OUI, le président iranien a raison de déclarer que le sionisme se révèle être sur le terrain et dans la réalité palestinienne, une idéologie raciste s'articulant sur la discrimination et l'apartheid. Et OUI, l'Etat d'Israël, dans ses structures actuelles doit disparaître. Et ne pourra prétendre à la cohabitation pacifique avec ses voisins arabes, qu'à la condition de devenir une vraie démocratie pour TOUS ses citoyens, et pas seulement pour ceux qui peuvent prouver leur judéité, comme c'est le cas actuellement.

La domination coloniale, sous quelle que forme qu'elle revêt encore, n'a plus lieu d'être, et nos diplomates devraient comprendre que leurs arrogantes habitudes d'antan à mener le monde comme ils l'entendaient n'est plus de mise. Il eût été hautement préférable qu'ils restent docilement assis à leurs places pour écouter le discours du président iranien jusqu'au bout, et s'interroger par la suite, des changements d'équilibre qui, avec ou sans eux - et dès lors sans nous - s'opèrent dans le monde.

En Palestine, face à tant d'injustices, de crimes et d'assassinats, de vols de terres et de transferts de population perpétrés depuis tant d'années - et qui ne sont pas sanctionnés - l'on attend toujours de la part de nos diplomaties modèles et tellement éprises d'éthique quand cela les arrange, un peu plus de détermination dans l'avènement d'une justice qui ne fonctionne plus sur cet insupportable deux poids, deux mesures !

Daniel Vanhove

* Daniel Vanhove est Observateur civil et membre du Mouvement Citoyen Palestine

Il a publié aux Ed. Marco Pietteur - coll. Oser Dire :

Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes - 2004

La Démocratie mensonge - 2008

Notes :

(1) (Pour le discours intégral du président Ahmadinejad : <http://www.info-palestine.net/artic...>

Daniel Vanhove

April 25,

<http://mcpalestine.canalblog.com/archives/2009/04/24/13495761.html>

1-5 Gilbert Leonard : Genève/Durban II: Réponse des participants aux occidentaux qui ont voulu kidnapper et détourner la Conférence Internationale contre le Racisme.

Combien d'entre vous ont entendu les déclarations des nombreux représentants présents à la conférence internationale contre le racisme, à part celle très médiatisée du président iranien qui accuse, je cite, "des nations puissantes d'avoir envoyé en Palestine des émigrants d'Europe, des États-Unis et d'autres points du monde pour établir un régime totalement raciste en Palestine occupée"?

Pourtant toutes les interventions sont diffusées en direct et conservées sur le [site Internet de l'ONU](#); les journalistes n'ont aucun effort à faire pour y avoir accès.

Alors pourquoi cette chape de plomb sur tout un pan de la conférence alors qu'en Europe il y a un discours sur la diversité ?

Pour un esprit averti, est-ce vraiment surprenant que les pays qui ont boycotté la Conférence Internationale Contre le Racisme soient des pays dont le racisme institutionnel a marqué au fer rouge pendant des siècles l'Histoire des peuples de la Terre: Australie, Nouvelles Zélande, Canada, États-Unis, Italie, Allemagne, Pays-Bas ?

Est-ce vraiment surprenant que ceux de leurs pays amis qui ont accepté de participer à la conférence l'ont fait "pour éviter de perdre le contrôle total de la situation" ?

Pour essayer de cacher que dans leur grande majorité les États et les ONG participaient avec enthousiasme à

cette conférence internationale de l'espoir, une minorité de pays occidentaux a tenté plusieurs mois avant son début et avec la complicité des grands médias, de kidnapper la conférence, voire de la faire annuler, Pour tenter de cacher qu'ils n'ont pas respecté les engagements pris lors de la conférence de Durban en septembre 2001, voire qu'ils ont pris des mesures contraires à leurs engagements - notamment dans la suite de la "guerre contre le terrorisme", les arrestations au faciès, les détentions abusives, les reconduites musclées aux frontières, les rapt de parents immigrés devant les écoles, le traitement inhumain des migrants politiques ou économiques, les arrestations des militants des droits Humains et la pénalisation de leur lutte, la hiérarchisation institutionnelle et juridique des victimes de discrimination- ces quelques pays occidentaux ont voulu détourner les regards des vrais problèmes concrets abordés par les participants, Ils ont voulu taire les démonstrations claires de leurs responsabilités passées et actuelles dans les conséquences désastreuses de leurs politiques honteuses sur les populations d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, du Pacifique et du Proche-Orient, Ils ont voulu mettre à l'index tous ces pays qui demandent dans leur grande majorité des Réparations pour ces Crimes Contre l'Humanité de l'Esclavage et de la Colonisation dont sont victimes les populations d'ascendance africaine sur tous les continents et dans toutes les nations de la Terre, Ceux-là mêmes qui ont découpé les frontières coloniales à plusieurs reprises dans l'Histoire lors de conférences de partage dites internationales et qui prétendent vouloir protéger les peuples déstructurés à la suite de ces partages, ceux-là mêmes n'acceptent pas les résultats positifs des pressions exercées par ces peuples sur leurs gouvernants contraints alors d'exiger Réparations; ils n'acceptent pas le fonctionnement démocratique mondial; ils préfèrent se liguer dans une Alliance militaire qui regroupe les pays du Nord, l'OTAN, comme une préparation à un nouveau partage du monde. Mais les très nombreux intervenants ne se sont pas laissés impressionnés par tout cet arsenal d'intimidation. Ils ont présenté leur bilan par rapport au plan d'actions arrêté à Durban en 2001, et ils se sont montrés volontaires pour faire progresser la cause des minorités bafouées et des majorités dominées. L'intervention de la Ministre de la Justice de Bolivie (en version originale en langue espagnol) est remarquable de force saine du début à la fin. Les pays qui ont choisi de boycotter cette conférence de l'espoir ont démontré qu'ils s'inscrivent dans l'arrogance d'une idéologie archaïque, rétrograde et anti-universelle de la supériorité d'une race, d'une culture ou d'une civilisation qu'ils veulent imposer au reste du monde, y compris à leur propre peuple, dans le cadre d'un système néo-féodal mondial. Ils ont réussi, momentanément, leur forfait habituel qui consiste à vider de leur contenu les lois et décisions favorables aux plus faibles. Mais ils ne feront pas le poids face à la détermination des peuples du monde à se libérer physiquement et mentalement de la domination; Ils n'auront pas d'autres choix que de rejoindre le vrai mouvement démocratique mondial, sinon ils sortiront eux-mêmes de l'Histoire. L'Universalité ne s'impose pas par la force ou la duperie. Les peuples du monde continueront d'exercer leurs droits et leurs devoirs pour que leurs représentants les défendent contre la prédation néo-féodale mondiale et pour que les paroles ne soient pas que de belles promesses sans lendemain. Ils sauront donner un sens noble aux mots "démocratie" et "universel".

Analyses: By Gilbert Leonard

Suisse - 25-04-2009 24 avril 2009,

<http://thevoiceforum.org/node/1203>

east.side.chad.over-blog.com/article-30650930.html

1-6 Evaresist : Vers l'émancipation des peuples ?

Durban 2. Une bouffée d'air frais, attendue par les peuples victimes de discriminations, et ulcérés par la politique du "deux poids, deux mesures" menée par les Occidentaux ivres de domination. La fête de la Parole retrouvée. Un souffle de liberté.... pour les Etats exclus des G7, G8, G20 et autres rencontres des "Grands" entre eux - et contre les peuples, toujours, quoiqu'en dise la presse complice, parce que néo-sioniste et aux mains des Grand Groupes de l'Armement.

Hélas, l'Occident a gâché la fête des peuples avides d'émancipation. Une mise en scène savamment, machiavéliquement préparée, avec coup d'éclat et pantomime grotesque à la clef. Une France qui accepte l'invitation, pour mieux la saboter, en organisant le départ, très médiatisé, des délégations européennes, afin de discréditer l'Iran, de le déconsidérer (avant de l'attaquer, sans doute, bientôt). Tout était prévu, de Paris, avec la présence de quelques étudiants juifs français, costumés en clowns, pour en définitive mieux souligner la dérision, le mépris dans lequel les peuples sont tenus. Et ces militants, comme ceux, avant les jeux Olympiques, de Reporters sans Frontières, ont pu agir en toute impunité grâce à la complicité des participants Occidentaux. Triste spectacle offert par nos "Démocraties" !

Durban 1 s'est achevée sur une déclaration finale consensuelle, respectable. Son tort a été d'user de sa liberté pour rappeler aux "Grands" les souffrances infligées aux Palestiniens, pour rappeler, aussi, les violations et les exactions d'Israël. Le crime suprême... Pas touche Israël, vache sacrée de l'Occident. Et tant pis pour la Justice !

Qu'a dit le Président iranien ? A-t-il nié l'holocauste ? A-t-il appelé à rayer Israël de la carte, comme bien des élus, et non des moindres, de ce pays, rêvent de le faire pour l'Iran, la Cisjordanie et Gaza - pour commencer... Eh bien, pas du tout. Non, Mahmoud Ahmadinejad a dit tout haut ce que les peuples du monde entier pensent tout bas, des choses de bon sens, très justes : Les lobbies sionistes font la loi partout ; Ils ont incité les alliés américains à attaquer l'Irak et l'Afghanistan, sous des prétextes totalement fallacieux, et en provoquant des dégâts effroyables pour le plus grand bénéfice des industriels de l'Armement ; Ce qui s'est passé à Gaza est un génocide déguisé ; Les Sionistes pillent les richesses des Nations en contrôlant les Centres de pouvoir du monde (la journaliste que je suis est la première à dénoncer, au nom du nécessaire pluralisme, l'intolérable confiscation de la liberté de la presse par ce Clan au service de la politique occidentale la plus brutale) ; Les effets de ces politiques effroyables pèsent sur les habitants du monde entier ; Tout est fait pour étouffer les voix libres, non alignées, refusant la tyrannie qui s'étend sur le monde ; L'Etat d'Israël est un Etat raciste...

Mais quel citoyen normalement constitué, épris de justice, connaissant les fondements de la politique mondiale, pourrait nier ces accusations ? Elles sont fondées, FONDEES ! Toute assimilation à de l'antisémitisme, tout amalgame, est un contre-sens complet, de la mauvaise-foi, une atteinte à la vérité des faits ! Oui, des faits, établis, vérifiables, dénoncés par les Organisations de Défense des Droits de l'Homme !

L'Occident se targue de défendre des valeurs. Mais quelles valeurs ? La démocratie ? Elle est sans cesse piétinée dans les faits ! Et le Nouvel Ordre Mondial menace les dernières libertés, au profit d'un Désordre Totalitaire Planétaire ! Il suffit de voir comment les Médias traitent l'information, en la déformant à des fins de pure propagande, pour comprendre à quoi ressemble véritablement notre démocratie, celle-là même qu'on veut imposer par la force aux autres peuples, sinistre violation des principes proclamés ! Le droit de vote, alors ? Tiens donc ! Il est sans cesse bafoué par le bourrage de crâne permanent des Médias aux ordres !

Et de quel droit l'Occident donnerait-il des leçons au monde entier ? Au nom de la lutte contre le racisme, contre les discriminations ? Et dans ce cas, pourquoi toujours exonérer Israël de ses crimes abominables, de ses violations du Droit international comme bon lui semble, oui sans être inquiet, comme s'il pouvait tout se permettre, même ce que l'on ne tolère pas de la part des autres peuples moins puissants ???

Vous avez dit racisme ?

L'Occident, chevalier blanc ? Tiens donc ! Israël , qui se targue d'être un Etat juif, est mal placé pour s'offusquer, lui qui discrimine en permanence ses concitoyens lorsqu'ils ne sont pas de confession juive ; lui qui a mis en place un Etat juif ne traitant pas de la même façon ses habitants, dans bien des domaines et notamment en matière d'emploi ou d'acquisition de terres (Seul le Peuple "élu" en a le droit). Les Nouveaux Historiens Juifs ne parleront pas différemment. D'ailleurs, Israël s'apprête à chasser des Arabes de Jérusalem pour "juiviser" la Ville Sainte. Et que dire de la politique d'Apartheid envers les Palestiniens, pour moi la plus grande abomination de notre siècle ? Les Sud-Africains, il était permis de les critiquer, de les dénoncer, de boycotter leurs produits. La tête haute. Rien de tel lorsqu'il s'agit des Israéliens : Eux ont tous les Droits. Honte à ceux qui les critiquent ! Ce sont eux qui sont dénoncés. Et combien de Juifs refusent de tendre la main à un Non-Juif, de peur de se "salir" ? Je l'ai expérimenté. Et j'ai personnellement participé à des Forums où, à mon grand regret, je constatais que la plupart des intervenants parlaient de "peuple à part", et qu'ils insultaient avec mépris ceux qui n'avaient pas l'heur d'être nés Juifs, les excluant de fait de la Communauté humaine. Moi qui ai du sang juif, mais aussi orthodoxe et catholique, je souffrais de tant d'intolérance, de tant de sectarisme. Ne sommes-nous pas citoyens du même monde, enfants du même Dieu, frères et soeurs en humanité ?

Horreur des Camps, "Shoah" des Tsiganes d'abord (la moitié de la population), des Juifs ensuite (le tiers de la population), et de tant d'autres, certes. Mais aussi extermination des Amérindiens, des Noirs, des Arméniens, des Indiens d'Amazonie, et de beaucoup encore... qui en parle ? Pas la presse occidentale, sauf exception. Et aujourd'hui, camps de l'abomination en Palestine ! C'est à dire une extermination lente, et non brutale, claire, nette comme dans le cas de la Shoah. Mais aussi tangible : Au final, le but est de se débarrasser des gêneurs palestiniens, pour pouvoir s'emparer du gaz offshore. Un crime absolu, dans l'indifférence complète des dirigeants occidentaux, avec des armes prohibées utilisées en masse sur des citoyens sans défense, ne pouvant fuir, et condamnés à concevoir, ensuite, des enfants malformés, atteints mentalement, etc ! Des occidentaux complices, donc... Et pourtant donnant des leçons de morale au monde entier, un monde consterné par le fossé existant entre les proclamations et les actes !

Poursuivons. Racisme ? A l'injuste, horrible, indéfendable racisme anti-juif qui a trop longtemps perduré, a succédé, aujourd'hui, l'antisémitisme envers les citoyens musulmans, l'islamophobie. Justement, j'écris cet article en écoutant l'émission d'Arte sur Durban, l'ONU, les Droits de l'Homme. Que croyez-vous qu'il arrivât ? Eh bien, celle-ci est un prétexte pour fustiger l'Islam, les Musulmans, la Charia, encore et toujours : A un racisme, succède un autre ; Sans bruit. Lentement, mais sûrement. Propagé par les Médias infâmes, au service du grand Capital et des Industriels de Mort ! C'est si commode pour détourner l'attention des problèmes socio-économiques et de leurs concepteurs...

Liberté d'expression, également au menu de l'émission d'Arte. Fort bien. Mais de quelle liberté parle-t-on, quand il n'est pas permis de critiquer Israël ? C'est d'ailleurs le thème d'un livre, écrit par un grand, un vrai démocrate : Pascal Boniface. Ostracisé lui aussi pour avoir osé aborder le sujet tabou, le peuple "intouchable", la vache sacrée de l'Occident... Démocratie à géométrie variable ! Selon que vous serez puissant ou misérable, n'est-ce pas ... Honte à cet Occident arrogant, bourreau de tant de peuples, et si exigeant envers les autres ! Et en même temps si prompt à diffamer le Sacré...

Et la question coloniale, alors ? Qui, sinon l'Occident, a semé aux quatre coins de la planète douleurs, injustices, larmes, ruines, morts innombrables ? Le colonialisme, l'impérialisme, ne sont-ils pas les formes les plus abouties

du racisme, du mépris envers des êtres différents, considérés comme inférieurs, à éduquer, par exemple ? A exploiter, aussi, du même coup.... car la "civilisation" des "barbares" se double toujours du pillage des ressources des peuples "à ré-éduquer"

N'oublions pas non plus la façon dont les auto-proclamés démocrates, chevaliers du Bien, de la Liberté, du Droit, traitent les migrants, les réfugiés, les citoyens d'autres pays attirés par les mirages généreusement médiatisés et finissant misérablement dans les entrailles de l'Occident, tantôt entre les griffes des trafiquants d'individus, tantôt derrière les barreaux des prisons de l'Europe démocrate, quand ils ne s'échouent pas, tout simplement, sur une plage qui recueillera leurs derniers râles... Encore aujourd'hui, l'Occident indigné par le racisme fait la Une des journaux à Calais (comme par hasard, juste avant l'arrivée d'un Ministre ayant trahi ses "amis" socialistes pour un plat de lentilles gastronomiques), en envoyant ses policiers armés traquer les réfugiés afghans ou irakiens, à coups d'hélicoptères, de chiens, de grenades, de gazs... Quel accueil universaliste ! Vous avez dit liberté, égalité, fraternité ? Egalité, toute relative d'ailleurs, entre citoyens européens (à condition qu'ils ne soient pas Tsiganes, par exemple), à l'exclusion des autres... Racisme, ou non ??? Et ne parlons pas de la Liberté et de la Fraternité républicaines, constamment bafouées dans les faits.... Et pourtant, ne sommes-nous pas si exigeants envers les autres, et en même temps si prompts à fermer les yeux face à nos propres crimes ? Ceux d'un Israël arrogant, bien sûr, mais aussi ceux d'une Amérique condescendante, dominatrice, prédatrice, carnassière, prête à sacrifier toutes les libertés et même les vies, pour faire prospérer ses Entrepreneurs, ou afin de faire passer un pipe-line de plus, ou encore pour s'emparer de richesses nouvelles... Souvenez-vous : Lois liberticides, Patriot Act, Guantanamo... et tant d'autres ! Quelle crédibilité accorder à des Etats, certes beaux-parleurs, mais si piètres défenseurs des Droits de l'Homme, dans les faits, puisqu'ils oublient l'universalité, puisqu'ils piétinent sans hésiter les Droits humains les plus élémentaires quand ceux-ci empiètent sur les appétits des Financiers si voraces, puisqu'ils osent attaquer des pays ne menaçant personne, au nom de prétextes fallacieux, hypocrites, mensongers, et en utilisant les armes les plus effroyables ? Ce sont ces gens-là qui se permettent d'accuser d'autres Etats, comme l' Iran bien peu démocratique certes, mais qui, lui, n'envahit aucun pays, et qui a droit à l'auto-défense comme son voisin israélien ou palestinien.... Le deux poids deux mesures est un poison, le plus sûr allié des adversaires des Droits de l'Homme, puisant dans ces entorses abominables un argument pour continuer leurs politiques iniques ! C'est un mur entre les peuples, comme celui, éminemment raciste, que construit Israël pour se protéger des Palestiniens, ou l'Amérique des Mexicains pauvres !

Des prix Nobel sont mis sur un pied d'Estal par les Médias : Elie Wiesel, par exemple, ou le Président d'Israël. Et pourtant, ils prêchent la guerre contre l'Iran, pour des raisons insoutenables. Et trompeuses, en caricaturant l'Adversaire. Ceux qui veulent réellement rayer un pays de la carte, et même deux, et même bien davantage par souci expansionniste, ce sont les Israéliens. Et eux ont les moyens de leurs objectifs. Ainsi, tout est inversé : Ceux qui menacent réellement la paix sont présentés comme moraux, et ceux qui se contentent de fanfaronner sont présentés comme réellement dangereux. Et diffamés. Et ostracisés. Avant d'être, un jour, peut-être, anéantis sans remords, puisqu'Israël poursuit en réalité un seul but : Dominer la région, et ses ressources, éventuellement par procuration. Quel que soit le coût pour les populations sinistrées, comme pour les Palestiniens attaqués sans fin, dès qu'ils reconstruisent ; Les réunions de diplomates ne sont là que pour faire diversion. Israël ne veut pas la paix, c'est un Etat militaire, expansionniste (occupation, colonisation ou guerres). Comme son allié américain. Le mensonge, la haine, la convoitise, l'arrogance, de quel côté sont-ils ? Pas là où on voudrait nous le faire croire. Honte à l'Occident cupide, qui pourtant s'érige en modèle universel de vertu ! Honte aux Médias qui, sciemment, désinforment les populations pour mieux les asservir aux Puissants devant lesquels ils se couchent en toute impunité.

Les peuples ne sont plus dupes. Ce qui se passe à Durban est révélateur : Le fossé ne cesse de se creuser entre Dirigeants et Peuples, entre le Nord et le Sud, entre l'Occident prétendument démocratique et le reste du monde, spolié, méprisé, montré du doigt, piétiné, écrasé, pillé, exterminé... - on assiste même à des alliances contre-nature, par exemple entre la Chine et les Etats islamiques. Le divorce est sans doute consommé, et Durban ne fait que le consacrer.

Le règne de l'Occident touche à sa fin. Et ses coups d'éclat ne font plus illusion, malgré la propagande éhontée des Médias serviles.

Les chaînes finissent toujours par se briser. Tôt ou tard, les Empires s'écroulent, et les peuples s'émancipent. C'est la leçon de l'Histoire. Et sans doute celle, aussi, de Durban II.

Eva

evaresist

jeudi 23 avril

Articles de cet auteur

- [Des TOM-DOM au NOM](#)
- [Terrorisme des pauvres, terrorisme des puissants](#)
- [Procès du capitalisme financier, des USA](#)
- [Combat de Titan sur le dos des peuples](#)
- [Le chaudron de l'Est...](#)

<http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article4027>

2 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Silvia Cattori : Du G20 à Durban II, le dessous des cartes.

Sur fond de crise économique et financière, du G20 à Durban II, les sommets et les conférences internationales se succèdent sans que les médias dominants nous éclairent beaucoup sur ce qui s'y joue et s'y décide vraiment. Silvia Cattori a recueilli les analyses de Thierry Meyssan sur la réorganisation du monde à laquelle nous assistons. Selon lui, derrière Obama, de vieilles équipes ont repris le pouvoir. Une fois tournée la parenthèse de la guerre en Irak, Washington est revenu à son projet de guerre au terrorisme et de globalisation forcée.

Silvia Cattori : *Quels étaient les objectifs des États-Unis au récent G20 de Londres ? Dans quelle mesure sont-ils parvenus à les atteindre ? Ont-ils réussi à se rallier une majorité de dirigeants politiques ?*

Thierry Meyssan : Les deux sommets des chefs d'État et de gouvernement du G20 à Washington, puis à Londres, ont consacré la suprématie de la finance anglo-saxonne, et posé les prémisses d'un gouvernement économique mondial sous leadership anglo-saxon.

Le troisième sommet est prévu à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU ; ce qui est une manière d'humilier cette assemblée et d'affirmer l'existence d'un directoire économique des 20, équivalent au directoire politique du Conseil de sécurité, en dehors des institutions de l'ONU.

Cependant, malgré les embrassades publiques, aucun accord significatif n'a été conclu entre les membres du G20. Les déclarations finales énumèrent des principes généraux qui n'engagent personne et des actions précises qui ont toutes été prises en dehors du sommet et dont aucune ne concerne les 20 à la fois [1]. Le sommet de Londres pourrait donc s'avérer être un sommet de dupes.

La politique financière et économique de l'administration Obama est élaborée par un ensemble complexe d'organismes. Elle se situe en totale continuité de celle de l'administration Bush [2]. Vous vous souvenez d'ailleurs que les plans Bush-Paulson ont été soumis au candidat Obama et approuvés par lui avant d'être présentés au Congrès. Le secrétaire au Trésor Tim Geithner a succédé à Henry Paulson avec lequel il travaillait depuis plusieurs mois. Geithner a commencé sa carrière comme « nègre » d'Henry Kissinger dont il écrivait les textes économiques. Bref, le changement n'existe que dans les slogans de Barack Obama.

Le Conseil économique national des États-Unis est présidé par Lawrence Summers, l'économiste qui a organisé, en 1999, le démantèlement des législations mises en place lors de la crise de 1929 pour en empêcher la répétition. À l'époque, son but était de favoriser une spéculation sans limites pour drainer les richesses du monde vers Wall Street. C'est toujours avec le même objectif qu'il poursuit son œuvre à travers les divers plans de sauvetage, de stabilisation etc. qu'il a imaginé.

Le Comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche, dirigé par l'historienne Christina Romer, considère que la guerre d'Irak a provoqué la crise financière. Elle n'a pas rapporté grand-chose aux Anglo-Saxons, mais les a très lourdement endettés. Selon Mme Romer, qui est une spécialiste de la crise de 1929, la guerre n'est donc pas la solution à la crise, c'est une de ses causes. Contestant les analyses classiques de ses collègues historiens de l'économie, Mme Romer affirme que ce n'est pas la Seconde Guerre mondiale qui a permis aux États-Unis de sortir de la crise de 29, pas plus que le New Deal de Roosevelt, mais l'afflux de capitaux européens à partir de 1936 et de « la montée des périls ». Il convient donc de provoquer un phénomène identique aujourd'hui.

De son côté, le Comité de la Maison-Blanche pour la reprise économique, présidé par Paul Volcker et articulé aux autorités britanniques, se préoccupe de profiter de la crise pour restructurer les transnationales et leur permettre de racheter le maximum d'entreprises pour une bouchée de pain. Les Français ont pu tester le goût amer de ses recommandations avec la fermeture de l'usine Caterpillar de Grenoble ; le patron de cette transnationale siège dans ce Comité à la Maison-Blanche [3].

Initialement, la mise en œuvre de ces stratégies devaient être coordonnée par le Conseil de Summers. Mais en définitive, tout a échoué au Conseil de sécurité national du général James Jones où l'inévitable Henry Kissinger et son ex-associé Brent Scowcroft supervisent quotidiennement les décisions. Pendant que l'on distrait l'opinion publique en discutant de la différence de couleur de peau entre Bush et Obama, les mêmes individus continuent à exercer le pouvoir et à l'exercer de la même manière.

Concrètement, au cours des derniers mois, les Anglo-Saxons ont orienté la politique de leurs « clients » (au sens impérial romain du terme, c'est-à-dire de leurs protégés) pour qu'ils renflouent le système bancaire international. Les États, donc les peuples, ont dû payer les pertes des banquiers anglo-saxons. Dans certains cas, les États ont nationalisé —partiellement ou totalement— des banques, créant ainsi l'équivalent des fonds souverains des États pétroliers. Le système spéculatif, qui est à l'origine de la crise, a donc été validé et les États en sont devenus acteurs directs.

Pour sauver le niveau de vie des Anglo-Saxons, trois décisions ont été prises :

>>> En premier lieu, les moyens du FMI et de la Banque mondiale pour pressurer le tiers-monde ont été augmentés. Les pays pauvres sont les premiers mis à contribution pour renflouer les riches, en espérant que leur population ne sera pas décimée par la crise alimentaire à venir.

>>> Deuxièmement, la chasse a été ouverte pour contraindre les capitaux placés dans des banques des pays hors G20 à migrer vers les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs paradis fiscaux [4]. Pour ce faire, les Anglo-Saxons et leur « idiot utile » Nicolas Sarkozy ont proclamé « la fin du secret bancaire », c'est-à-dire la fin de la protection de la vie privée. Il va de soi que toutes les fraudes et les abus pourront continuer comme avant, pourvu

qu'ils aient lieu à l'abri des banques anglo-saxonnes, aux Bahamas ou aux îles anglo-normandes. Les Suisses seront sans aucun doute les premières victimes de ce grand racket.

>>> Enfin, si cela ne suffit pas, les Anglo-Saxons ont prévu de déstabiliser des pays riches pour contraindre les capitaux qui s'y trouvent à migrer à leur tour. Un test a été réalisé grandeur nature en Grèce. La CIA et le MI6 ont acheminé en autobus des voyous recrutés au Kosovo et en Albanie pour casser des centre-ville en Grèce. On a immédiatement assisté à une fuite des capitaux.

Il ne s'agit pas uniquement d'une politique états-unienne, mais bien d'une politique anglo-saxonne visant à sauver à la fois Wall Street et la City. Les principaux responsables économiques de l'administration Bush (Geithner, Volcker, etc.) sont membres de la très discrète Pilgrim's Society, dont l'assemblée annuelle à Londres est présidée par la reine Elizabeth II d'Angleterre et dont la section US est vice-présidée par Henry Kissinger.

Silvia Cattori : *Le développement de la crise économique, va-t-il, selon vous, entraîner un déclin rapide et durable de la position des États-Unis dans le monde ?*

Thierry Meyssan : Je ne suis pas économiste, mais analyste politique.

Au demeurant, cela n'est pas un handicap pour vous répondre, car la politique économique des États-Unis est aujourd'hui pilotée par des politiciens et des militaires, pas par des économistes.

Washington a choisi la fuite en avant. Henry Kissinger a affirmé que la crise était une occasion inespérée pour terminer la globalisation en profitant de l'affaiblissement de tous ceux qui s'y opposaient. Cette manière de penser relève, selon moi, de l'*hubris*, du délire de puissance. Ce genre de raisonnement a déjà poussé plus d'un empire à sa perte. Washington veut sortir de la crise en remodelant le monde à sa convenance, mais sans changer lui-même. Cela devrait conduire à une rupture brutale.

La logique des empires voudrait que tout commence par la révolte de vassaux et réveille des forces centrifuges. Ce pourrait être un décrochement au sein de l'OTAN ou de l'Union européenne, suivi de troubles intérieurs aux USA et de sécessions. Il ne s'agit pas là d'une prédiction, mais d'une déduction élaborée en appliquant des modèles historiques à la situation actuelle. Je me borne à décrire le sens naturel de la chute, étant entendu que les hommes peuvent toujours écrire leur histoire. Mais cette déduction a d'autant plus de probabilité de se vérifier que les dirigeants états-uniens continuent sur leur lancée et refusent obstinément de remettre leur système en question.

Mon ami le professeur Igor Panarin [5], qui étudie les mouvements séparatistes aux États-Unis depuis une décennie, estime que ceux-ci sont arrivés à maturation. Il prévoit la première sécession en 2010 et la dislocation des États-Unis dans les cinq ans pour donner naissance à de nouveaux États.

Sa réflexion tient compte à la fois du modèle de dislocation de l'URSS, des facteurs ethniques particuliers aux USA, et des conflits historiques internes des sociétés anglo-saxonnes.

Les régimes fantoches mis en place par Washington dans de nombreux pays ne survivront pas à l'effondrement des États-Unis. Nous assisterons à une profonde transformation du paysage politique mondial, comme lors de la disparition de l'URSS.

Ce dont nous parlons vous paraît peut-être surréaliste, mais personne ne prévoyait début 1989 que le Pacte de Varsovie et l'URSS auraient disparus fin 1991.

Silvia Cattori : *Dans quelle mesure cette évolution va-t-elle se répercuter à court et moyen termes sur la puissance militaire des États-Unis, et avec quelles conséquences ?*

Thierry Meyssan : Pour le moment, les États-Unis sont encore là. Dans la vie sauvage, une bête blessée est plus dangereuse qu'une bête saine. Nous ignorons si les dirigeants US sont capables du sang-froid dont firent preuve Mikhaïl Gorbatchev et son équipe en assistant à la mort de leur patrie.

Fils d'une sociologue travaillant aux programmes de contre-insurrection de la CIA en Indonésie, puis formé par Zbigniew Brzezinski à l'université de Columbia et probablement à la Commission trilatérale, Barack Obama a mis son talent au service de la National Endowment for Democracy (NED), un organisme créé par les néo-conservateurs pour externaliser les actions de déstabilisation de la CIA [6]. C'est pourquoi son tropisme personnel le conduira spontanément à privilégier les actions secrètes. Et tout porte à penser que Washington en prépare actuellement, notamment en Amérique latine.

Au demeurant, nous observons que pendant que la presse occidentale glose sur le choix du « first dog » et autres nouvelles distrayantes, les États-Unis se livrent à de nouvelles agressions. Par exemple, des groupes kosovars, encadrés par la CIA, ont vandalisé des villes grecques. Ou encore, les services secrets roumains, encadrés par la CIA, viennent de tenter de prendre le pouvoir en Moldavie. Personne ne réagit, alors même que la puissance sous-traitant cette agression, la Roumanie, est membre de l'Union européenne.

Quoi qu'il en soit, la plupart des analystes pensent que George W. Bush n'a jamais exercé la réalité du pouvoir, mais que d'autres derrière lui s'en chargeaient. Je ne vois pas pourquoi le changement de président aurait changé quoi que ce soit à cette réalité. Aux États-Unis, le pouvoir appartient d'abord aux militaires. Ceux-ci doivent faire face à la crise financière. Il leur manque environ un quart des ressources nécessaires à l'exécution du budget 2009 de la Défense. Cela signifie qu'ils doivent non seulement renoncer à acquérir de nouveaux matériels et à renouveler les anciens, mais qu'ils doivent opérer de gigantesques coupes dans les budgets ordinaires.

Dans un premier temps, Robert Gates et ses mentors, Brent Scowcroft et Henry Kissinger, ont opté pour le non-renouvellement des contrats de mercenariat en Irak et pour l'arrêt de programmes d'armement pharaoniques. Puis, il a fallu décider de suspendre le prétendu « bouclier anti-missiles » et l'entretien de la « force de dissuasion

nucléaire ». Tout ça étant présenté comme un geste de bonne volonté face à la Russie et comme une initiative unilatérale pour un monde sans bombes atomiques. Cela sera très insuffisant si la crise financière se poursuit. Au plan stratégique, l'heure est au repli. Le Pentagone cherche comment se sortir d'Irak la tête haute et essaye de refiler l'effort afghano-pakistanaï à ses alliés. Il se trouve piégé par la décomposition du Pakistan. Cet État de 173 millions d'habitants a de facto déjà éclaté. Il sera impossible de ne pas y intervenir, car il faudra bien contrôler dans quelles mains reviendra la bombe pakistanaïse.

Silvia Cattori : *Comment vont évoluer les rapports des pays occidentaux avec l'Iran, et le bras de fer engagé par des forces militaristes notamment par Israël et le fervent soutien de la France sur la « menace nucléaire » iranienne » ?*

Thierry Meyssan : Le projet d'attaque de l'Iran répondait au seul agenda des partisans du remodelage du Grand Moyen-Orient, c'est-à-dire le lobby pétrolier et le mouvement sioniste. Les néo-conservateurs avaient inventé la fable du programme militaire nucléaire iranien et une presse crédule l'a répété, comme elle avait répété la fable des armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Alors que nous avons frisé le bombardement nucléaire de l'Iran, cette option a été écartée par ceux que l'on a appelé « les généraux en révolte », en décembre 2007 [7]. Obama s'est placé à leur service en 2008, comme l'a rendu public le général Colin Powell, et ils l'ont aidé à s'installer à la Maison-Blanche. Il n'y a donc aucune raison de penser que l'attaque de l'Iran sera reprogrammée.

Les discussions entre Washington et Téhéran sont conduites par plusieurs canaux simultanés et sont très avancées. Le Pentagone a besoin de l'aide des Iraniens en Irak et en Afghanistan. De plus, Washington doit séduire Téhéran pour l'écartier de Moscou et prévenir une extension de l'influence russe au proche-orient.

Il est affligeant d'entendre Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner s'en prendre encore à l'Iran, alors que leurs maîtres états-uniens n'ont plus besoin qu'ils aboient dans cette direction.

Il est tout aussi grotesque d'entendre les dirigeants israéliens continuer à menacer l'Iran alors qu'ils n'en ont pas les moyens. Soutenu en sous-main par l'administration Bush, Tel-Aviv avait envisagé de bombardier l'Iran durant les Jeux olympiques. Israël avait loué deux bases aériennes en Géorgie et y avait stationné ses bombardiers.

Techniquement, il pouvait les faire décoller de Tbilissi pour bombardier des objectifs en Iran et de les ramener en Palestine occupée, alors que —compte tenu de la distance et de l'autonomie de vol des avions— il est impossible de réaliser une telle opération depuis la Palestine occupée. Or, la Russie, qui a signé un accord de défense avec l'Iran [8], est intervenue dès qu'elle a pu pour détruire les installations israéliennes en Géorgie et les États-Unis n'ont pas réagis. Pour être plus claires encore, les autorités russes ont répondu aux dernières déclarations israéliennes en rappelant que les techniciens de la centrale nucléaire de Bushehr sont tous Russes. En d'autres termes, bombardier les installations nucléaires iraniennes, c'est tuer des citoyens russes et entrer en guerre contre la Russie.

Silvia Cattori : *Dans ce contexte général, quel rôle les États-Unis cherchent-ils à faire jouer à l'OTAN, et à quels obstacles pourraient-ils se heurter dans leur dessein ?*

Thierry Meyssan : Pour comprendre les enjeux actuels, il faut d'abord comprendre ce qui se passe depuis neuf ans.

En 2000, lorsque la classe dirigeante US a truqué les élections et imposé George W. Bush à la Maison-Blanche, le projet était d'établir « un nouveau siècle américain ». Ces gens pensaient que les États-Unis devaient profiter de leur avantage militaire pour devenir un empire global. Ils avaient programmé un choc psychologique, « un nouveau Pearl Harbor » selon leur expression, pour opérer ce virage. Ce fut le 11-Septembre. Ce jour-là, Henry Kissinger définit la « guerre globale au terrorisme » [9] Il expliqua que le but ne serait pas de punir les auteurs des attentats, mais de détruire « le système » faisant obstacle à la puissance US, comme la réponse apportée à Pearl Harbor n'avait pas eu pour but de punir le Japon, mais de détruire tout ce qui faisait obstacle à la puissance des États-Unis.

Or, en 2003, l'administration Bush-Cheney s'écarta du mandat que lui avait donné la classe dirigeante US. Elle décida de coloniser l'Irak et la fit exploiter par une société privée, l'Autorité de la Coalition en Irak, constituée sur le modèle de la Compagnie des Indes [10].

Le général Brent Scowcroft fut le premier leader US à s'opposer à ce projet [11].

Non pas comme Dominique de Villepin au nom du droit international, mais parce que ce projet d'un autre âge allait « détourner les États-Unis de la guerre au terrorisme ».

Scowcroft fut le maître à penser des généraux qui se révoltèrent en 2006 contre le projet d'attaque de l'Iran. Le vieil homme exerça une influence prépondérante sur la Commission Baker-Hamilton par

l'intermédiaire de son fils spirituel, Robert Gates, qu'il imposa bientôt au département de la Défense. C'est encore Scowcroft qui conseille aujourd'hui Obama pour toutes les nominations relatives à la défense et à la politique étrangère. Et le général James Jones, conseiller de sécurité nationale, a lui même admis qu'il tenait quotidiennement ses ordres non pas du président Obama mais des éternels complices Brent Scowcroft et Henry Kissinger.

Après la parenthèse 2003-06 de la colonisation de l'Irak, nous voici revenu à la case du 11-Septembre. L'objectif assigné à l'administration Obama, c'est la reprise de la « guerre au terrorisme » que le tandem Bush-Cheney n'aurait jamais dû reléguer au deuxième rang.

L'OTAN, que MM. Bush et Cheney n'avait pas réussi à mobiliser en Irak, va être sollicitée pour la guerre au terrorisme —éventuellement aussi pour la prétendue prévention des génocides—. C'est le cas en Afghanistan.

Robert Gates, puis Barack Obama ont souligné que si les Européens ne venaient pas en Asie centrale, ils devraient affronter sur leur sol des 11-Septembre. Le chantage est on ne peut plus clair. C'est également le cas dans l'océan indien. Les USA y testent un nouvel alibi, la piraterie. Des va-nus-pieds, disposant de renseignements exceptionnels et d'armes dernier cri, abordent des navires de toutes catégories, allant des bateaux de plaisance pour faire pleurer la ménagère aux cargos transportant des armes pour titiller les alliés. Une story hollywoodienne a été récemment mise en scène avec le courageux capitaine Philips prêt à sacrifier sa vie pour sauver son équipage, avant d'être sauvé à son tour par les commandos de l'US Seal. Quoi qu'il en soit, le but est inchangé : trouver une noble cause qui justifie un déploiement militaire permettant de détruire tout ce qui fait obstacle à la puissance US. Les médias US ont d'ailleurs fait la comparaison avec la Guerre contre les Barbares, qui opposa les États-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas à l'Empire ottoman. C'est dans cet état d'esprit que l'OTAN a engagé depuis la mi-mars l'opération Allied Protector au large de la corne de l'Afrique. Elle étend l'opération Active Endeavour (contrôle de la Méditerranée) mise en œuvre depuis le 11-Septembre.

Silvia Cattori

: Quelles implications aura la crise économique mondiale sur la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient ? Les régimes arabes, alliés de Washington vont-ils poursuivre leur politique d'alignement en dépit de l'aversion de leurs populations à l'égard des États-Unis ?

Thierry Meyssan

: Au Proche-Orient comme ailleurs, Washington n'a plus les moyens de sa politique et ses employés doivent penser à changer de plan de carrière.

L'administration Obama, qui pense pouvoir venir à bout de la crise financière, a décidé de geler le Proche-Orient le temps nécessaire à la convalescence de son économie. Ses protégés sont donc certains de rester en place à court terme. Cependant beaucoup d'entre eux pensent que les États-Unis ne se relèveront pas et qu'ils les abandonneront comme l'URSS malade abandonna les régimes communistes d'Europe orientale. D'où la volonté de certains acteurs de négocier des compromis avec l'axe Téhéran-Damas-Hezbollah-Hamas tant que c'est possible. Mais il s'agit pour le moment de l'attitude individuelle de quelques opportunistes, pas d'un revirement de régimes.

Silvia Cattori : *Comment voyez-vous les répercussions de ces évolutions sur la question palestinienne ?*

Thierry Meyssan

Le maintien de la colonie juive en Palestine restera un objectif majeur pour les États-Unis, mais les Israéliens ne peuvent espérer aucune aide au delà. Ils ne peuvent tenter aucune aventure militaire durant cette période. Ils ont d'ailleurs obéi à l'administration Obama lorsque celle-ci a exigé que les opérations contre les Gazaouites soient interrompues au plus tard au début de la cérémonie d'investiture.

Il faut maintenant envisager les choses sous un autre angle : comment Washington pourra-t-il continuer à protéger la colonie juive de Palestine si des révolutions populaires renversent le gouvernement égyptien et l'Autorité palestinienne ?

conférence : [Durban II des Nations Unies](#)

Silvia Cattori : *Comment appréciez vous le clash qui a opposé l'Iran aux pays de l'Union européenne présents hier à la conférence Durban II des Nations Unies ?*

Thierry Meyssan : Un des enjeux majeurs de la conférence de Durban était de qualifier le sionisme. En 1975, l'Assemblée générale de l'ONU avait adopté une résolution affirmant que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale » [12].

Lors de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient, l'Assemblée générale a abrogé cette résolution pour saluer l'attitude nouvelle d'Israël [13].

Quatre ans plus tard, l'assassinat d'Yitzakh Rabin par un fanatique juif mettait fin à tout espoir de paix. Depuis cette date, il est nécessaire de restaurer la résolution de 1975 pour combattre ce fléau, c'est ce qui a été tenté à Durban I et devait l'être à Durban II.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, a adopté une position préalable consistant à dire que tous les États membres luttent contre le racisme et, donc, qu'aucun d'entre eux n'est raciste.

Les États-Unis, qui se souviennent de la manière dont le secrétaire d'État Colin Powell avait été humilié à Durban I, ont décidé de boycotter la conférence.

La France a désigné un ambassadeur spécial, le lobbyiste sioniste François Zimeray [14], pour saboter la conférence en plus de la secrétaire aux Droits de l'homme, Rama Yade, qui y a consacré toute son énergie. Plusieurs gouvernements se sont concertés à l'avance pour quitter la salle lors du discours du président iranien, ce que leurs ambassadeurs ont fait.

Nous avons alors assisté à un extraordinaire numéro d'intoxication.

Avant que le président iranien ait pu terminer sa première phrase, trois militants de l'Union des étudiants juifs de France déguisés en clowns ont perturbé la séance.

Puis, le show a continué, les ambassadeurs de l'Union européenne ont quitté la salle.

Tout a été fait pour que le public occidental n'ait pas connaissance des propos de la délégation iranienne.

Or, qu'a dit le président Ahmadinejad ? Il n'a pas appelé à rayer Israël de la carte et n'a pas nié le génocide juif. Il ne l'a d'ailleurs jamais fait contrairement aux imputations mensongères de la presse atlantiste [15].

Non. Il a apporté des éléments de réflexion [16].

Selon lui, la création de l'État d'Israël n'est pas une réparation des crimes commis contre les juifs d'Europe durant la Seconde Guerre mondiale, mais la continuation de l'idéologie raciste qui caractérise non seulement le nazisme, mais aussi le colonialisme. Les juifs d'Europe furent victimes du racisme, comme les Palestiniens, les Afghans et les Irakiens en sont aujourd'hui victimes. Il ne s'agit pas d'assimiler le régime sioniste avec le régime hitlérien —deux réalités fondamentalement différentes—, mais de manière beaucoup plus large de mettre en cause l'idéologie occidentale.

Ceci étant posé, Mahmoud Ahmadinejad a dénoncé le rôle du Conseil de sécurité dans l'immunité des crimes racistes en Palestine, en Afghanistan et en Irak.

Et il a conclu en requérant l'abrogation du droit de veto des grandes puissances au Conseil de sécurité. Il a plaidé pour des institutions internationales démocratiques, où chaque État disposera d'une voix égale, y compris au FMI et à la Banque mondiale qui ont actuellement un scrutin censitaire. Pour lui, l'idéologie raciste s'exprime à l'ONU par la hiérarchie établie entre les États ; hiérarchie au sommet de laquelle se trouvent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Au demeurant, l'attitude des Anglo-Saxons et des Européens, qui ont boycotté la conférence, perturbé son discours et quitté la salle, atteste leur refus d'institutions démocratiques et donne raison au président iranien.

[1] « [Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G20](#) », « [Déclaration du G20 sur la fourniture des ressources par l'intermédiaire des institutions financières internationales](#) », « [Déclaration du G20 sur le renforcement du système financier](#) », *Réseau Voltaire*, 2 avril 2009.

[2] « [Économie : Obama choisit ceux qui ont échoué](#) », par Éric Toussaint et Damien Millet ; « [Les artisans de la débâcle économique continuent leur besogne au sein du gouvernement Obama](#) », par Michel Chossudovsky, *Réseau Voltaire*, 1er et 8 décembre 2008.

[3] « [Révolte des ouvriers français de Caterpillar](#) », *Réseau Voltaire*, 31 mars 2009

[4] « [Le G 20 : une hiérarchisation des marchés financiers](#) », par Jean-Claude Paye, *Réseau Voltaire*, 9 avril 2009.

[5] Site officiel du professeur Igor Panarin

[6] « [La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique"](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2004.

[7] « [Washington décrète un an de trêve globale](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2007.

[8] « [Déclaration finale du deuxième sommet des pays riverains de la mer Caspienne](#), *Réseau Voltaire*, 16 octobre 2007.

[9] « [Destroy The Network](#) », par Henry Kissinger. Article mis en ligne sur le site du *Washington Post*, le 11 septembre 2001 au soir, puis publié dans l'édition papier datée du 12 septembre.

[10] « [Qui gouverne l'Irak ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 mai 2004.

[11] « [Don't Attack Saddam](#) », Par Brent Scowcroft, *The Wall Street Journal*, 15 août 2002.

It would undermine our antiterror efforts

[12] « [Résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU \(10 novembre 1975\)](#) »

[13] « [Résolution 46/86 de l'Assemblée générale de l'ONU \(16 décembre 1991\)](#) ».

[14] « [Sarkozy nomme ambassadeur spécial un lobbyiste pro-Israélien](#) », *Réseau Voltaire*, 21 février 2008.

[15] « [Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran](#) », *Réseau Voltaire*, 14 novembre 2005.

[16] Mahmoud Ahmadinejad : « [Le Conseil de sécurité a donné aux sionistes le feu vert pour poursuivre leurs crimes](#) », discours intégral de Durban, *Réseau Voltaire*, 20 avril 2009.

Silvia Cattori*

Jeudi 23 avril 2009

Sources Réseau Voltaire

: Pour parvenir à la Maison-Blanche, Obama a constitué une coalition hétéroclite, incluant aussi bien les généraux nationalistes qui refusent d'entreprendre des guerres pour servir les intérêts israéliens que la faction « réaliste » du mouvement sioniste. Cette coalition est consciente qu'elle peut exploser sur la question israélienne et que chacune de ses composantes est donc obligée de faire des concessions et de parvenir à un accord.

Adriana Evangelizt

23 avril 2009

<http://palestine.over-blog.net/article-30582196.html>

2-2 Michel Bührer: La revanche du monde juif.

Enquête.

Pris au dépourvu à Durban en 2001, les lobbies pro-israéliens ont pesé de tout leur poids sur la conférence de Genève.

Plongée dans la galaxie de ces groupes de pression.

NOTE DE LA REDACTION d'Investig'Action:

Bien que cet article entretienne une confusion entre "monde juif" et lobby sioniste", nous avons estimé qu'il apportait des faits peu connus et utiles à notre information.

Mais, pour nous, il est clair que de nombreux juifs combattent le sionisme et la politique agressive de l'Etat d'Israël.

Investig'Action

La conférence de Genève devait faire le point sur les progrès de la lutte contre le racisme depuis Durban I, en évitant ses dérives antisémites passées.

Elle a pris l'allure d'un match retour et d'un succès pour les groupes de pression juifs.

Depuis près de huit ans, ces derniers sont préparés à ce rendez-vous, dont le jour d'inauguration, le 20 avril, coïncidait de surcroît avec la commémoration de la Shoah. Les préparatifs de cette contre-attaque ont débuté dès le lendemain de Durban I. Arrivé du Canada à Genève, le professeur d'histoire Gil Troy se rappelle du retour d'Afrique du Sud de son collègue Irwin Cotler en 2001 «traumatisé, le visage défait avec un sentiment de colère et de trahison. Depuis lors, les communautés juives se sont dit: "Plus jamais ça."»

«J'ai immédiatement pensé qu'il fallait agir», se souvient, lui aussi, Gerald Steinberg, professeur en Israël:

«Durban I nous est tombé dessus par surprise. Nous n'étions pas préparés, nous dormions.» Des ONG jugées antisémites avaient pris le pouvoir à Durban? C'est sur ce même terrain qu'il fallait contre-attaquer. Gerald Steinberg fonde alors NGO Monitor, une organisation basée à Jérusalem qui se propose de fournir aux milieux intéressés et au grand public «des analyses critiques de la production des ONG internationales» sur Israël. Autrement dit, de saper leur crédibilité, à commencer par Human Rights Watch et Amnesty International. «Notre premier succès a été de pousser la fondation Ford à ne pas soutenir les organisations participant à Durban II.» Gerald Steinberg identifie d'abord chez ses adversaires ce qu'il appelle la «stratégie Durban». Selon lui, les critiques des ONG contre Israël depuis 2001, y compris sur le mur en Palestine ou la guerre à Gaza, feraient partie d'un plan antisémite décidé à Durban. Pour le subvertir, NGO Monitor n'hésite pas à utiliser parfois les moyens qu'il dénonce, en jetant l'anathème sur des organisations au moyen d'informations manipulées.

La campagne qui se met dès lors en place au niveau mondial puise dans un argumentaire très ciblé et souvent tronqué. Deux exemples. La Déclaration finale de la Conférence de Durban est épinglée comme «haineuse». Eye on the UN, organisation américaine radicalement pro-israélienne dénonce le fait qu'«Israël est la seule nation critiquée nommément dans la déclaration, qui affirme que les Palestiniens sont victimes du racisme israélien». Ces assertions se sont répandues sur la toile, même si elles sont fausses.

A la lire de près, pourtant, la déclaration s'inquiète du sort des Palestiniens «sous occupation étrangère», tout en reconnaissant le droit à la sécurité pour «tous les Etats de la région, y compris Israël». Le problème? Cet article 63 est situé sous le chapitre Victimes de racisme et de discrimination raciale. Assez, selon certains, pour faire resurgir le spectre du slogan «sionisme = racisme».

Les méthodes de l'adversaire. Autre exemple: Durban II a été vilipendé par les organisations juives dès le début, parce que, disent-elles, son comité préparatoire était «présidé par la Libye et coprésidé par l'Iran». Cuba et le Pakistan sont aussi cités. Bernard Henry-Lévy, de passage à Genève pour commémorer le souvenir de la Shoah lundi dernier, a lui aussi insisté sur ces pays dans une interview au Matin Dimanche. Pourtant, le site de la conférence indique que le comité comprenait une vingtaine de vice-présidents, dont la Norvège, la Grèce ou la Belgique.

Sur le plan opérationnel, Gerald Steinberg en témoigne, des contacts se sont très vite noués avec des groupes de pression et des communautés, notamment en Europe et aux Etats-Unis. Comme deux Juifs égalent trois opinions, selon le dicton, impossible d'imaginer une planification au niveau international. Mais cela n'exclut pas la concertation, qui s'est intensifiée au fil du temps. Tzipi Livni, encore ministre israélienne des Affaires étrangères, a

rencontré une trentaine d'organisations juives du monde entier à Jérusalem, le 26 février 2008, «afin de coordonner les efforts pour éviter que la conférence [Durban II] (...) ne devienne une fête de la haine anti-israélienne et antisémite», selon le Jerusalem Post. Andy David, porte-parole du Ministère des affaires étrangères israélien préfère, lui, parler d'information. «Les organisations juives n'ont pas besoin de l'Etat d'Israël pour se mobiliser», résume-t-il.

Accords et désaccords. «Le même sentiment était partagé dans tous les pays, il n'y a pas eu besoin de coordination», confirme Hillel Neuer, le très actif directeur de UN Watch à Genève. Côté lobbying, personne n'a chômé. Publication d'un manifeste d'une page dans quatre quotidiens américains, signé par 25 personnalités, dont Elie Wiesel; appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) à se rendre à Genève; rencontres du Congrès juif mondial avec les ambassadeurs européens à l'ONU; pétition, dite de Pascal Bruckner, sur l'internet; campagne du Centre de documentation sur Israël en Hollande pour le boycott «depuis le début». Toutes les grandes organisations n'ont pas pour autant marché du même pas. Ainsi, le puissant American Jewish Committee a participé à la mission exploratoire que Barack Obama avait envoyée à Genève en mars dernier. Ce qui a valu à son président, David Harris, les foudres de la passionaria de Eye on the UN, Anne Bayefsky, qui l'accusa d'ignorer «les appels répétés de Tzipi Livni» pour un boycott!

Entre 2001 et 2009, les défenseurs du sionisme ont aussi bénéficié d'un allié paradoxal: les pays musulmans. En insistant pour introduire la diffamation des religions, l'islamophobie et la limitation de la liberté d'expression dans les textes onusiens, ils ont permis aux défenseurs d'Israël de rallier à eux une large palette de critiques de la conférence.

A défaut de réelle coordination, nombre d'associations américaines de soutien à Israël qui ont élevé la voix contre Durban II pêchent dans les mêmes eaux: celles des néoconservateurs et de la droite dure. Eye on the UN, déjà citée, créée par le Hudson Institute et le Touro Institute, ne cache pas son aversion pour les Nations Unies. Anne Bayefsky signe des textes dans les revues de droite Weekly Standard et National Review. On retrouve sa signature au Jerusalem Center for Public Affairs (JCPA), lequel a aussi financé NGO Monitor à son lancement. Ce dernier annonce le soutien de la fondation familiale Wechsler, dont la référence sur l'internet redirige sur le JCPA. Une autre donatrice de NGO Monitor est Nina Rosenwald, philanthrope et héritière de la chaîne de magasins Sears. Son nom apparaît dans une myriade d'associations conservatrices. Elle est au comité du lobby pro-israélien AIPAC, vice-présidente du Jewish Institute for National Security Affairs, groupe néoconservateur où elle côtoie John Bolton, Richard Perle ou encore l'ex-vice-président Dick Cheney. Elle est aussi membre du comité directeur du... Hudson Institute. On peut continuer l'exercice à l'envi. John Bolton, ex-ambassadeur du gouvernement Bush aux Nations Unies à New York, fut membre du bureau international de UN Watch, lobby pro-israélien à l'ONU. Et Jeane Kirkpatrick, décédée en 2006, occupa le même poste à la fois aux Nations Unies et à UN Watch.

Les résultats de cette impressionnante mobilisation ont pu se mesurer cette semaine par une occupation serrée du terrain. Les Nations Unies ont interdit tout événement lié à la situation israélo-palestinienne dans leurs murs, ce qui n'a pas empêché des petits groupes de jeunes activistes juifs, qui avaient réussi à pénétrer dans la salle, de tenter de perturber le discours d'Ahmadinejad; le bureau du Congrès juif mondial à Genève a annoncé, lundi, la venue d'une quinzaine de groupes représentant plus d'une centaine d'organisations juives, surtout américaines et européennes.

Victoire à la Pyrrhus. Habilement, UN Watch a organisé, le 19 avril, un «Sommet pour les droits de l'homme» qui a regroupé une trentaine d'ONG, donnant la parole à des victimes d'abus en Egypte, Iran, Rwanda, Libye, entre autres et, le 20 avril, la commémoration de la Shoah sur la place des Nations a rarement réuni tant de monde au moment où, à l'ONU, le président iranien accaparait la parole. Le lendemain, une autre commémoration de la Shoah se tenait au Palais des Nations, organisée par le Touro Institute. Au programme aussi, le 22, un Rallye Israël pour la paix prévu pour rassembler un millier de personnes.

Et maintenant ?

«Tout le monde retournera à ses activités normales», répond Gerald Steinberg, souriant en faisant référence aux groupes qui se sont mobilisés contre Durban II. Seule certitude à la fin de cette semaine: entre une victoire à la Pyrrus et la débauche onusienne, la lutte contre le racisme, le dialogue des civilisations et les progrès dans la défense des droits de l'homme affichent un recul inquiétant.

Source: www.hebdo.chhttp://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=2035%3AAla-revanche-du-monde-juif&option=com_content&Itemid=11

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19